TRAVAILLER OU MILITER : RÉSISTER

Julia Galaski

Analyse

Retour sur dix ans d'engagement citoyen et de travail dans le milieu associatif bruxellois, dans un contexte de démantèlement progressif des services publics et de l'État de droit. Dans une écriture fragmentaire visant à restituer des moments clefs de ces expériences, il s'agit, en articulation avec la lutte militante, d'explorer et d'habiter les failles d'un milieu associatif parasité par des rapports de domination

A la madré des madrés, Latifa Elmcabeni.[1]

Cet article est le fruit de dix années d'expériences, comme travailleuse dans l'associatif et comme militante dans un collectif autonome. Deux espaces distincts qui pourtant sont confrontés aux mêmes rapports de domination, dans un monde toujours plus inégalitaire, autoritaire et violent. Dix ans dans des postes subsidiés par des politiques de cohésion sociale, d'éducation permanente, d'aide à la jeunesse, de lutte contre le sans-abrisme, d'asile et de migration. Huit ans dans un collectif réunissant mères de quartier et travailleuses sociales pour lutter contre les violences policières et le racisme d'État. À Bruxelles, un territoire marqué par la présence d'un tissu associatif et militant dense et multiforme. Un territoire marqué surtout par des politiques de ségrégation urbaine et de contrôle des populations, notamment migratoires[2], façonnant « un devenir indigne[3] » de nos sociétés.

De fait, depuis les années '90, la professionnalisation des métiers de l'associatif participe à l'assimilation des politiques publiques plutôt qu'à leur contestation[4]. La fatigue des équipes et les difficultés à recruter reflètent la transformation d'un secteur relégué à des missions de « gestion » de la pauvreté et de la violence d'État, plutôt que de transformation politique et sociale. Des contradictions qui nous amènent à nous demander, entre collègues : à quoi ça sert, ce que nous faisons, si la situation s'aggrave ? Et face auxquelles une pluralité de stratégies se déploie, dont des alliances avec le monde militant, non sans ambivalences. Pour nombre de travailleur·euses, l'engagement militant devient dès lors un recours essentiel pour trouver un sens aux expériences vécues. Mais l'horizon militant, lui aussi, rétrécit. Quel sens donner à la lutte contre les violences policières lorsque l'impunité s'organise jusque dans les tribunaux[5] ? Quel sens donner à l'engagement citoyen lorsqu'il n'y a plus de « cité » où se faire entendre ?

Entre travail et militantisme, les questions se font écho : quels sont les espaces, les liens, les pratiques, qui donnent un sens à ce que nous faisons ? Comment les investir, par-delà les rôles, les statuts, les oppressions qui les traversent et (nous) divisent ? Comment inscrire ces questions dans une

1 Ce texte a été remis le 8 mai 2025. Après relecture par Latifa. Le 25 juin 2025, Latifa, *allah y rahma,* nous a quittés. Entourée de sa famille et de ses amis. Cette dédicace date de son vivant. Son départ laisse un vide abyssal. Que nous puissions être dignes de sa mémoire.

2 Van Criekingen Mathieu, *Contre la gentrification*, Paris, La Dispute, 2020.

3 Fleury Cynthia, *La Clinique de la Dignité*, Paris, Seuil, 2023.

4 Moriau Josepha, *L'action sociale entre individuel et collectif : au-delà des dispositifs d'intégration des personnes sans-abri. L'ambivalence entre normalisation et potentiel émancipateur*, UCLouvain, Faculté de sociologie, 2024, p. 38

5 « Pourquoi le procès Mawda est le symbole d'une justice belge éclatée », *Vice*, 21 janvier 2021. URL : https://www.vice.com/fr/article/proces-mawda-justice-belge-selma-benkhelifa/

mémoire collective, celle des associations, celle des luttes, pour combattre, transformer les rapports de pouvoir et faire advenir un monde commun ?

Pour mettre en exergue le parallélisme entre pratiques professionnelles et militantes sur lesquelles il m'est donné ici l'occasion de revenir, l'article qui suit s'agence en paragraphes qui s'ouvrent sur des chiffres pour les premiers (1 à 10), et sur des lettres et en italique (*A à J*) pour les seconds.

1 > TRAVAIL ASSOCIATIF SUBSIDIÉ : DE LA DÉPENDANCE FINANCIÈRE ET POLITIQUE

Les fragments d'expériences professionnelles relatés dans cet article relèvent du secteur socioculturel bruxellois subsidié. Il s'agit de postes aussi variés que l'organisation de formations, la mise sur pied de projections-débats citoyennes, le suivi des politiques migratoires, un travail d'observation du respect des droits humains ou l'accompagnement psycho-social de jeunes en errance. Depuis les missions et l'organisation du travail, jusqu'à l'allocation des moyens et les qualifications du personnel, les pouvoirs subsidiants interviennent à tous niveaux. Une dépendance financière et politique qui a pour effet de mettre en concurrence les associations, avec le risque de formes d'autocensure, lors de prises de positions publiques, par exemple. Des marges de manœuvre existent néanmoins, de par la nature relationnelle du travail associatif et les limites de sa professionnalisation : dans le rapport au temps, aux lieux, aux liens tissés, aux informations que l'on décide de partager ou non.

MILITANTISME AUTONOME : LE PRIX DE L'INDÉPENDANCE < A

Les fragments d'expériences militantes cités dans cet article relèvent d'un engagement au sein du Collectif des Madrés. Fondé en 2018, le Collectif réunissait, au départ, des mères et des travailleuses sociales autour de témoignages de jeunes victimes de violences policières dans la commune de Saint-Gilles. Face à la gravité des faits, une même nécessité d'agir : faire connaître les témoignages[6]*, revendiquer la fin de l'impunité, interpeller, mobiliser. Or très vite, la mobilisation se heurte à des difficultés : des associations ont peur pour leurs subsides, des habitant·es pour leur logement social, des journalistes de prendre des risques*[7]*. Le*

6 « Pour un apaisement des relations entre les jeunes et la brigade UNEUS de la Commune de Saint-Gilles », Rapport du Délégué général aux droits de l'enfant, février 2018. URL : https://policewatch.be/files/Avis_DGDE_Relations_Jeunes_UNEUS_StGilles.pdf

7 Elmcabeni Latifa, Galaski Julia, « Réciter nos luttes, ré-habiter nos quartiers », *Bruxelles Laïque Echos*, 2020.

rapport de forces est long à construire, les tentatives de récupération nombreuses. Aujourd'hui, la brigade UNEUS, au cœur des accusations, a été démantelée, ce qui est une victoire, mais les violences policières se poursuivent. Et face aux discours sécuritaires et opérations de « nettoyage » autour de la Gare du Midi[8]*, le Collectif est devenu la cible de personnalités politiques de premier rang*[9]*. Car l'indépendance politique et financière a un prix : celui de devoir réunir seules les moyens de s'organiser, mais aussi de se défendre face aux représailles.*

2 > ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL, ATOMISATION DES TEMPS DE RÉFLEXION

Le pouvoir subsidiant, nous l'avons dit, intervient sur l'organisation du temps de travail. Exemple : la direction d'un lieu d'accueil de jour prévoit, chaque semaine, en plus de la réunion d'équipe, un espace d'apprentissage partagé, consacré aux formations, à la transmission, à l'élaboration de pratiques communes. Or, pour pouvoir bénéficier d'un nouveau décret de reconnaissance structurelle, le lieu doit ouvrir cinq jours par semaine avec, pour mission première, d'assurer l'accueil des jeunes concernés. Impossible, dès lors, de dégager un vrai temps de réflexion en équipe pour aborder les conditions mêmes, de plus en plus difficiles, de ce travail d'accueil.

ORGANISATION DU TEMPS MILITANT : COLLECTIVISER LES RESSOURCES < B

L'engagement au sein du Collectif des Madrés qui s'inscrit dans un temps long, s'organise de manière organique, sans horaire précis, souvent en soirée ou le week-end. Un engagement, par nature non-rémunéré, qui soulève des questions d'ordre à la fois personnelles et collectives : quelles priorités, quelles urgences, quelles limites par rapport à nos vies privées, nos familles, notre santé ? C'est encore plus vrai pour celles d'entre nous ayant à affronter l'impact des violences policières dans leur propre famille. Collectiviser les ressources, répartir les temps, prendre soin… est d'autant plus nécessaire pour arriver à surmonter le sentiment d'impuissance qui peut nous envahir, notamment face au racisme systémique qui perdure.

8 Sente Arthur, « Gare du Midi : une opération coup-de-poing aux airs de grand nettoyage », *Le Soir*, 26 août 2023.

9 Droit de réponse du Collectif des madrés à Georges-Louis Bouchez, dans *L'Echo* du 8 avril 2025.

3 > LE TRAVAIL EN RÉSEAU, PAR-DELÀ LES HIÉRARCHIES ?

Dans l'associatif, le « travail en réseau », par exemple à l'occasion de maraudes inter-équipes ou de formations professionnelles, peut à la fois transcender les hiérarchies, mais aussi les reproduire. Exemple : les plaidoyers interinstitutionnels, qui rassemblent généralement les directions et/ou les coordinations d'associations pour influer sur les politiques publiques. Il est encore rare qu'une direction envoie un·e collègue du terrain, pour bousculer les codes, notamment dans les manières de s'exprimer pour faire entendre sa voix. A défaut de se sentir représenté.es dans ces espaces, des travailleur·euses peuvent aussi être poussé·es à s'organiser de façon autonome. On pense aux collectifs *Travail social en lutte*, *Santé en lutte* ou encore *École en lutte :* le « réseau » se construit alors autour du travail, mais en dehors de celui-ci.

RÉSEAUX D'ALLIANCES ET LIENS D'AMITIÉ < C

L'engagement militant est fait d'alliances et aussi de liens d'amitié, qui précèdent ou découlent de la lutte. Des rencontres qui se font lors d'interpellations, de rassemblements, d'événements militants, sur le lieu de travail, dans le quartier. Citons, pour le Collectif des Madrés, des collectifs de soutien aux familles de victimes, des habitant.es, voisins ou collègues, des collectifs antiracistes, des maisons de jeunes, des associations luttant pour les droits humains ou les droits de l'enfant. Des alliances qui aspirent à l'horizontalité et à la réciprocité, à la construction d'espaces d'apprentissages et d'actions communes, mais qui sont aussi, comme nous le verrons, traversées par des conflits.

4 > POUVOIRS SUBSIDIANTS ET REPRÉSENTATIONS DES PERSONNES CONCERNÉES

Dans le cadre des expériences relatées ici, les subsides sont octroyés en référence à des « publics » ou des « bénéficiaires ». Il s'agit majoritairement de personnes précarisées, issues de l'immigration, appartenant à des minorités ethno-raciales et/ou religieuses, vivant dans des quartiers populaires, avec des difficultés, voire l'impossibilité, d'accéder à des droits aussi fondamentaux que le logement, l'emploi, les soins de santé, l'éducation, la justice. Des vécus souvent sous-représentés, du côté des pouvoirs subsidiants et des associations, dans les postes décisionnels, et surreprésentés dans des postes de terrain ou subalternes. Ce qui participe à une perpétuation des rapports

de domination. Par ailleurs, les logiques de subsidiation induisent des relations asymétriques et individualisantes « d'aide », « d'insertion » ou de « ré-affiliation » vis-à-vis des usagers, faisant fi des oppressions systémiques et ne tenant pas toujours compte des ressources et aspirations des usagers eux-mêmes. Le partage, par-delà les rôles ou fonctions, d'une même langue et/ou de repères culturels ou cultuels, peut aider à déjouer les fausses représentations ou les asymétries, par des espaces de traduction, de médiation, de réciprocité. Des rencontres qui nous déplacent, qui font de nous des témoins, des relais vers d'autres lieux, de travail, de lutte.

DE LA RESPONSABILITÉ DE MILITER EN MIXITÉ CHOISIE < D

La couleur de peau, l'origine sociale, le statut migratoire, la religion, le genre, l'orientation sexuelle… Au sein du Collectif des Madrés, l'exposition aux oppressions systémiques et au problèmes de santé qu'elles induisent, est inégale : tout le monde n'a pas des enfants, des frères, des proches, qui ont été victimes de violences policières ou risquent de l'être ; qui vivent dans des quartiers où se concentrent ces violences ; qui ont été victimes de racisme, de négrophobie et/ou d'islamophobie, dès la scolarité[10] *; dont les vécus s'inscrivent dans des histoires de famille marquées par le colonialisme, le génocide, l'exil, l'exploitation ; qui s'exposent, en militant, à des représailles. Le choix de militer ensemble vient avec une responsabilité majeure : celle d'être conscientes non seulement des inégalités qui traversent le Collectif, mais aussi du risque d'y reproduire des rapports de domination. Celle, aussi, d'articuler les mémoires, d'empêcher leur instrumentalisation. D'où l'importance de se rappeler, chacune et collectivement, d'où nous parlons. Pour ma part, cet engagement s'ancre dans un double-héritage, celui d'une présence juive au Maghreb, mise à l'épreuve par le colonialisme*[11]*, celui du judéocide européen et des rafles et déportations policières vers les camps de la mort. Fondements d'un engagement antiraciste diasporiste et internationaliste*[12]*.*

5 > « FAIRE ÉQUIPE » : RECRUTEMENTS ET FICHES DE POSTES

Dans l'associatif, les financements déterminent jusqu'aux critères de recrutement pour constituer une équipe. Certaines directions invitent leurs équipes à participer au processus de recrutement. L'occasion de mettre en

10 Saïdi Nordine, *L'orientation dans le spécialisé au prisme de la question raciale*, Faculté en économie politique et sociale, UCLouvain, 2023. Prom.: Franssen Abraham ; Verhoeven Marie.

11 Amran El Maleh Edmond. *Mille ans, un jour*, Grenoble, La pensée sauvage, 1986.

12 Notamment au sein de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, UPJB.

débat des termes comme « surqualifié·e » ou « non qualifié·e », valorisant les parcours les plus diplômés, peu présents sur le terrain (où ils seraient « sous-payés »), dévalorisant les parcours des moins diplômés, largement absents des sphères décisionnelles, où l'expérience de terrain est justement indispensable. Depuis peu, le statut de pair-aidant, sans bénéficier encore d'un cadre légal clair, valorise le savoir lié à l'expérience, celle de la maladie ou de l'exil, par exemple. Si la reconnaissance de ce savoir enrichit les pratiques et permet une forme d'inclusion et de reconnaissance socioprofessionnelle de personnes autrement marginalisées, il peut aussi instituer de nouvelles formes de précarité et de rapports hiérarchiques et participer, au nom d'une volonté de déstigmatisation, à la normalisation, par le haut, de formes d'exclusion.

« FAIRE COLLECTIF » : DU DÉSIR ET DE LA NÉCESSITÉ DE SE RÉUNIR < E

Le Collectif des Madrés ne réunit pas seulement des « madrés » telles que les jeunes l'entendent (et il n'y a pas, au sein du collectif, de définition de ce que c'est qu'être « madré », d'un point de vue biologique ou électif, culturel ou social, juridique ou politique…). Il réunit des madrés, des frangines, des tatas, des amies, des compagnes, des voisines, des collègues, des proches des jeunes ou de leurs familles. Des padrés, aussi, avec une définition toute aussi ouverte. Des personnes qui, face aux violences dont elles ont été victimes ou témoins, ont souhaité se réunir et agir. Des personnes porteuses d'une pluralité d'histoires et d'origines, de langues et de métiers, de luttes et de mémoires. Qui, face à l'omniprésence de la violence, se réunissent aussi autour de la cuisine ou de la musique, pour ne pas cesser de célébrer la vie. Sans oublier l'inégalité face aux oppressions : celle, aussi, d'une répression qui, depuis le début de la mobilisation, cible certaines membres plus que d'autres, arabes, noires, portant le voile, par des menaces, des contrôles et amendes abusifs, des diffamations touchant toute une famille, et qui affectent la santé.

6 > DIVISION DU TRAVAIL, DIVISION DU MONDE ?

Standardiser, évaluer… les logiques managériales creusent l'écart entre directions et équipes. Mais la division du travail ne s'arrête pas là. C'est l'exemple d'un événement culturel bruxellois, où l'équipe sociale (une majorité de femmes[13]) tient le vestiaire et la billetterie, tandis que l'équipe

13 Legrand Manon, « Les femmes comptent dans l'économie sociale. Mais celle-ci en tient-elle compte ? », *Alter Échos* n° 513, 23 octobre 2023.

sociopolitique est sur scène pour accueillir les artistes et débattre avec les intervenant·es. Créer des équipes mixtes ? L'idée est rejetée : les salaires plus élevés de l'équipe sociopolitique ne justifient pas de tenir le vestiaire. Contre-exemple. Une travailleuse titre-service[14] vient faire le ménage dans un centre de jour deux fois par semaine pour une demi-journée. Le reste du temps, l'équipe s'en charge : douches, toilettes, espaces de vie, tout le monde s'y met. Même la direction, les jours où, pour cause de sous-effectif, elle remplace un·e collègue sur le terrain. Une dynamique qui se répercute sur les jeunes accueillis dont certains se joignent à l'effort. Le jour où une personne sera recrutée pour se consacrer à temps plein au ménage et à la logistique, sa place dans l'accompagnement éducatif des jeunes se révélera rapidement précieuse ; de quoi approfondir la réflexion sur la mise en commun des tâches. Entre la scène, le vestiaire et le ménage, comment refaire le monde ?

FAIRE COLLECTIF, FAIRE MONDE ? < F

L'histoire du Collectif des Madrés est faite d'apprentissages : mener une interpellation citoyenne, prendre la parole en public, organiser une manifestation, se former aux droits face à la police, rédiger une carte blanche, répondre à des journalistes, réaliser un film collectif[15], faire un podcast[16], participer à des rencontres scolaires, créer un site internet, faire du porte-à-porte… Une répartition des tâches et une collectivisation des ressources qui se fait au fur et à mesure, selon les disponibilités, les limites de chacune. Avec, toujours, le souci de prévoir des moments de convivialité. Et toujours, aussi, le risque d'épuisement.

7 > PRATIQUES D'ÉVALUATION : QUANTIFIER LES LIENS ?

Des pratiques d'évaluation venues du privé tendent à se normaliser dans le milieu associatif. En tant que travailleur·euses, on se retrouve à devoir chiffrer les passages, les rendez-vous, les suivis, la « diversité » des personnes accueillies ou accompagnées, à remplir des formulaires d'évaluation individuels pour mesurer notre propre atteinte d'objectifs dictés par les financements. Avec le risque de dénaturer, voire de perdre de vue ce qui est au cœur du travail associatif et qui n'est pas réductible à des indicateurs ni quantifiable : les liens qui nous relient. Certain.es collègues refusent de s'y prêter, certaines hiérarchies ferment les yeux sur la rigueur de l'exercice, d'autres encouragent des pratiques complémentaires. Comme

14 *Ibid*.

15 Ateliers Urbains #17, *Places nettes*, Collectif d'habitant·es, Centre Vidéo de Bruxelles, 2019, 85'.

16 Girault Maud. *De la Madré à la Guerrière,* documentaire radiophonique, 31', 2021.

celle de constituer une mémoire institutionnelle faite, non pas de chiffres, mais de réflexions sur les pratiques, de plaidoyers, de récits.

DU RAPPORT DE FORCE ET DU TEMPS LONG < G

On l'a dit, les actions du Collectif des Madrés s'inscrivent dans un temps long. Huit ans qui ont permis de faire bouger les lignes et les rapports de force : tout a commencé en 2018, par quelques mamans et travailleuses sociales qui interpellent le conseil communal face à un bourgmestre en rage. Six ans plus tard, ce sont plus de deux cents personnes qui se rassemblent devant le même bâtiment et apprennent que, pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, un mouvement citoyen a mené au démantèlement d'une brigade de police. Certes, le Collectif revendiquait surtout une évaluation indépendante de la brigade qui n'aura pas lieu du fait de son démantèlement, mais une victoire citoyenne quand même. Depuis, la lutte continue[17].

8 > CONFLIT ET DISSENSUS SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le travail n'est pas une démocratie, nous sommes-nous fait entendre dire, un jour, par la direction d'une asbl. Après avoir demandé à ce que soit ouvert un espace de parole, suite à plusieurs arrêts maladie. Pour la direction, il s'agissait de cas individuels qui ne demandaient pas de discussion collective. Lorsqu'on lui rappelle les valeurs de l'association, dont la facilitation d'espaces de dialogue, elle s'étonne : ces valeurs s'adressent au monde extérieur et non à l'équipe, *le travail n'est pas une démocratie.* Autre exemple : pendant le Covid, une direction annonce sa décision de rendre obligatoire le certificat Covid pour le grand public à l'entrée d'un événement organisé par son équipe. Levée de boucliers d'une partie des collègues, notamment par crainte de produire de l'exclusion. La direction accepte l'idée de tests PCR gratuits à l'entrée ainsi que la publication d'un texte collectif rendant compte des débats internes. Mais lorsque sort le communiqué de presse, seule la version de la direction a été retenue, sans mention de la pluralité de réflexions ni des tests PCR (dont l'offre est reléguée à une communication discrète sur un site). S'il est vrai que par la nature du salariat, le travail n'est pas un espace démocratique en soi, nombre de structures expérimentent avec des pratiques d'horizontalité et d'intelligence collective. Ainsi, il existe des lieux de travail qui proposent à l'équipe d'exprimer, par écrit ou de vive

17 « Prise de parole du Collectif des Madrés à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les violences policières du 15 mars 2025 » sur le site du Collectif : www.collectifdesmadres.be (rubrique *Ressources*).

voix, leurs désaccords sur un sujet donné et qui permettent, à terme, par le dissensus, de coconstruire une vision commune.

DU DISSENSUS ET DE LA JUSTICE RÉPARATRICE < H

Le Collectif des Madrés a connu des débats et parfois des désaccords, d'ordre stratégique, politique, idéologique, interpersonnel, éthique… Exemple : un départ en manifestation sauvage, après un rassemblement autorisé, ne risque-t-il pas, a posteriori, de délégitimer les organisatrices de celui-ci ? De mettre en danger les plus vulnérables ? Comment se répartir le temps, l'espace ? D'où l'importance de se rencontrer pour penser les événements ensemble, de comprendre de quoi sont faits les alliances et les désaccords et comment en tenir compte. Le Collectif a aussi été témoin de luttes d'ego et de violence. Des moments qui peuvent diviser, affaiblir, épuiser. En cas de violence verbale et/ou physique, pas d'omerta : en parler, tenter d'en comprendre l'origine sans la justifier, de réparer, pour éviter que cela se reproduise. En somme, ne pas reproduire les travers d'une justice punitive, mais s'inspirer des pratiques de justice communautaire réparatrice.

9 > « MILITANTISME PROFESSIONNEL » : PAR OÙ PASSE LE POLITIQUE ?

Nombre de travailleur·euses dans l'associatif militent en dehors de leur travail. Aussi, les jours de manifestations ou de grève nationales, certaines directions encouragent leurs équipes à s'y joindre. Mais le rapport à l'engagement militant n'est pas le même pour tout le monde. Et si certain.es collègues se rendent à des rendez-vous militants en leur nom propre ou au nom d'un collectif et en partagent certaines informations avec leur équipe, d'autres insistent pour déclarer ces moments comme des heures de travail. La transparence autour de ces choix, souvent individuels, est d'autant plus importante que les collectifs militants sont fréquemment sollicités par le milieu associatif, oubliant que les personnes invitées viennent non seulement bénévolement, mais prennent parfois congé, sacrifiant des heures de travail et donc de l'argent pour venir échanger avec des personnes qui, elles, sont payées pour faciliter ces espaces[18]. Enjeux fondamentaux pour contribuer à la (re)politisation du travail sans dépolitiser les luttes.

18 Vertongen Youri. *Papiers pour tous. Quarante ans de mobilisations en faveur de la régularisation des sans-papiers en Belgique (1974-2014)*, Ottignies-Louvain-la-Neuve, EME Editions, Collection Transitions sociales et résistances, 2023.

RISQUES DE RÉCUPÉRATION ET DE NEUTRALISATION < I

Inversement, le milieu militant peut faire l'expérience de pratiques de récupération ou de dépolitisation par le milieu associatif (sans parler des partis politiques), qu'elles soient intentionnelles ou non. C'est fréquent pour le Collectif des Madrés. Il suffit de voir comment est formulée l'invitation à nous joindre à une action, à venir témoigner plutôt que partager l'analyse politique, ou comment sont reformulées, et souvent atténuées ou gommées, les revendications qui sont les nôtres. Il y a aussi, fort heureusement, d'autres exemples qui permettent de respecter les modes d'expression et d'action du Collectif, de relayer et soutenir ses initiatives, de réfléchir à des formes de reconnaissance tout en restant ouverts à la critique.

10 > LIEUX DE TRAVAIL ET NÉCROPOLITIQUE[19]

Dans l'associatif, nombre d'équipes accueillent ou accompagnent des personnes exposées aux pires formes de violence d'État. Celle qui s'exerce sur les personnes sans droits, aux frontières, dans les commissariats, les prisons, les tribunaux, les hôpitaux psychiatriques ou en pleine rue. Selon des logiques structurelles d'exclusion et d'enfermement, pensées pour « écarter », pour « gérer » les personnes considérées comme « indésirables » ou « superflues », déshumanisées, criminalisées. Au nom d'un ordre dominant, la nécropolitique, terme introduit par Achille Mbembe pour dire « le pouvoir et la capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir »[20]. Et ainsi, nos lieux de travail sont des lieux hantés par la mort, brutale ou à petit feu. Des lieux où nous croisons des personnes avec qui l'on partage des moments de vie, où l'on tisse des liens, qui nous font penser à un proche. Et où l'on se demande : à quoi ça sert, ce que l'on fait ? A quoi participons-nous ? D'où la nécessité d'espaces pour témoigner, documenter, relayer, faire entendre[21], et des espaces en dehors du travail pour y revenir, interpeller, manifester, résister.

LIEUX DE (SUR)VIE ET NÉCROPOLITIQUE < J

Le racisme tue. Et c'est une chose d'y être confrontée dans le cadre du travail, c'en est une autre d'y faire face en tant que famille. Semira Adamu. Sabrina El Bakkali. Ouasim Toumiont. Moïse Lamine Bangoura. Mawda Shawri. Mehdi

19 Mbemble Achille. « Nécropolitique », *Raisons politiques*, no 21(1), 2006, pp. 29-60.

20 *Ibid*.

21 « Ici c'est l'enfer, là-bas c'est l'enfer (mais ici on a prise) », *La Brèche*, « Psychiatrie et carcéral. L'enfermement du soin », n°5, Bruxelles, Éditions Météores, 2023.

Bouda. Adil Charrot. Ibrahima Barrie. Ilyes Abbedou. Sourour Abouda. Et tant d'autres, tué.es par la police. Un racisme qui pèse aussi, rappelons-le, sur l'accès au logement, à l'enseignement, aux soins, à la justice. L'occasion, peut-être, d'inviter à relire ici les témoignages des jeunes saint-gillois recueillis dans le rapport du Délégué aux droits de l'enfant et à l'origine de la création du Collectif des madrés. Pour comprendre l'effroi et la rage, mais aussi tout l'amour qui fondent cette lutte collective.

CONCLUSION

La vie, *les vies*, ne sont pas traitées de manière égale, dans nos institutions, sur nos lieux de travail, dans nos quartiers[22]. Alors que le peuple palestinien subit un génocide aux yeux du monde entier, actant l'impuissance du droit international et des ONG tant palestiniennes qu'internationales, on ne peut terminer cet article sans pointer la portée systémique des enjeux locaux qui y sont détaillés, à une époque de montée du fascisme généralisée : l'impunité, au nom d'un discours sécuritaire ; la violence racialisée ; la déshumanisation des victimes ; leur criminalisation, leur enfermement, en prison ou à ciel ouvert ; la criminalisation des mouvements de résistance et de solidarité. Témoigner, se rassembler, nommer, agir, lutter contre les rapports de domination à l'œuvre, là-bas comme ici, pour faire advenir un avenir commun. Il en va de notre responsabilité collective : pas de justice, pas de paix, pour personne.

22 Fassin Didier, *La vie. Mode d'emploi critique*, Paris, Seuil, 2018.

PERMANENCES CRITIQUES